



Gaza Talks

Négociations sur Gaza

Pétition adressée à Vos Excellences

Monsieur le Président Xi Jinping – Chine
Monsieur le Président Abd al-Fattah Saïd Hussein Chalil al-Sisi – Égypte
Monsieur le Président Prabowo Subianto – Indonésie
Guide suprême, l'Ayatollah Seyyed Ali Khamenei – Iran
Sultan Haitham ben Tariq ben Taymur al-Saïd – Oman
Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani – Qatar
Monsieur le Président Vladimir Poutine – Fédération de Russie
Monsieur le Président Recep Tayyip Erdoğan – Turquie

Sur la voie d'une paix durable au Moyen-Orient, notamment dans l'enclave de Gaza, ravagée à un point inimaginable, il apparaît clairement qu'Israël et ses fournisseurs d'armes, en particulier les États-Unis, ne respectent ni les traités, ni les lois, ni les statuts.

Le gouvernement israélien bloque habituellement toute tentative de cessez-le-feu. Dans cette situation désespérée, des approches nouvelles et inhabituelles gagnent en force et en force de persuasion afin d'empêcher, in extremis, l'achèvement de ce qui apparaît comme un génocide résolu, toléré à bien des égards par la majorité des gouvernements du monde. Peu avant l'anéantissement total de l'enclave de Gaza et, avec un léger retard, de la Cisjordanie, nous vous demandons donc, Excellences, Messieurs les Présidents et leaders révolutionnaires, de plaider auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies pour:

1. Placer Israël sous la surveillance étroite de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), basée à Vienne, et transférer ensuite toutes les armes nucléaires israéliennes aux États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, distribuer les revenus aux Palestiniens déplacés sans abri et reconstruire Gaza, le tout sous la supervision et la coopération de l'AIEA, y compris le démantèlement et l'arrêt définitif de toute capacité israélienne de production et de stockage d'armes nucléaires.
2. Protéger les minorités juives du monde entier. Cette tâche doit devenir un devoir d'État majeur pour chaque État membre des Nations Unies.
3. Révoquer la regrettable résolution de partage du territoire alors sous mandat britannique des Nations Unies par l'Assemblée plénière des Nations Unies dans sa résolution n° 181-II du 29 novembre 1947, dont la justification et le fondement juridique sont de toute façon de plus en plus



Gaza Talks

remis en question. Cela implique par conséquent une dissolution progressive et échelonnée dans le temps de l'État d'Israël (pour plus de détails, voir l'annexe* jointe à cette pétition, points 2 à 4). *Annexe à la pétition <https://gazatalks.org>

Ce point 3, Excellences, ne sera abordé que si Israël n'applique pas immédiatement, dans les 24 heures suivant l'approbation de la résolution correspondante de l'Assemblée générale des Nations Unies,

– la dernière proposition américaine de cessez-le-feu et de paix à compter de septembre 2025 (que les deux parties, le Hamas et Israël, ont déjà acceptée de diverses manières),

– cesse tout acte de guerre,

– retire complètement ses troupes de l'enclave de Gaza, et

– ouvre complètement tous les points de passage frontaliers, y compris Rafah, à tous les types d'aide humanitaire, permettant ainsi des livraisons rapides et sans entrave de nourriture, d'eau, de biens humanitaires et d'énergie, notamment de diesel, de mobil-homes, de matériel hospitalier et de reconstruction,

– et n'autorise pas immédiatement le plein fonctionnement de l'UNRWA, comme avant le 7 octobre 2023

– tandis que le Hamas libère tous les prisonniers israéliens, les derniers après qu'Israël ait rempli toutes ses obligations et que le Hamas ait obtenu les garanties et les engagements de sécurité du Conseil de sécurité des Nations Unies, en particulier des États-Unis, et surtout Pour la permanence irréversible du cessez-le-feu et de la paix à Gaza (plus de détails en Annexe*, point 1).

– d'ici cinq ans: retrait total et complet des troupes israéliennes de Cisjordanie avec extradition complète de tous les colons (illégaux).

Le non-respect par Israël des exigences de ce calendrier entraîne la mise en œuvre immédiate du point 3 à tout moment (voir Annexe, points 2 à 4)*.

Dans cette pétition, soumise à des délais extrêmement courts, nous continuons de demander respectueusement un lieu sûr et pacifique pour des négociations directes entre les délégations du Hamas et les dirigeants juifs honnêtes, notamment en raison des assassinats de hauts dirigeants du Hamas et de la répression des critiques d'Israël.

Compte tenu de son histoire et de sa situation actuelle, vos estimés pays semblent être idéalement placés pour offrir un tel lieu sûr pour la rencontre tant attendue et désormais urgente entre les dirigeants du Hamas et les associations juives. Nous vous prions, Excellences, de bien vouloir envisager d'accorder protection et sécurité à cette réunion



Gaza Talks

historique, qui devrait avoir lieu dès que possible dans un lieu approprié sur le sol de vos estimés pays – peut-être même sous votre gracieux patronage.

... suit:

- ***Annexe**
- **Informations complémentaires**

***Annexe**

1. Nouvelles exigences en faveur d'un cessez-le-feu et de la paix à Gaza:
- Dans la semaine suivant la libération des derniers prisonniers israéliens: libération de 2.000 prisonniers palestiniens, ainsi que de tous les prisonniers palestiniens ré-arrêtés en vertu des accords précédents, et fin de la torture dans les prisons israéliennes.

Si des prisonniers israéliens morts sont enterrés sous les décombres et temporairement inaccessibles, les travailleurs humanitaires de l'ONU et les responsables de Gaza, supervisés par cinq travailleurs humanitaires israéliens au maximum, les rechercheront sans délai. Si Israël remplit toutes ses obligations dans les délais, des engagements supplémentaires, justes et équitables, lui seront demandés, comme suit:

- Dans un délai d'une semaine: Cessation totale du contrôle israélien sur toutes les livraisons d'aide à Gaza
- Dans un délai d'un mois: Gestion de tous les types de fonds de Gaza, qui seront sous le contrôle exclusif et complet de Gaza
- Dans un délai de deux ans: Reconstruction de l'aéroport construit par l'UE à Gaza et construction d'au moins deux ports maritimes pour des navires de mer de taille illimitée

Principe directeur: Un développement économique sans entrave est la meilleure garantie contre une escalade de la violence.

2. Un État de Palestine unique deviendra un État libre et uni, sur le modèle de l'Afrique du Sud; tous les résidents légalement enregistrés jouiront des mêmes droits (de vote) et tous les Palestiniens conserveront leur droit au retour inconditionnel (Résolutions 194-III de l'ONU, 1948, et 3236 de l'ONU, 1974), le tout sous la protection et avec la participation et la coopération actives de l'ONU, notamment en matière de sécurité.



Gaza Talks

3. Le rejet ou le retard d'Israël dans la mise en œuvre des procédures proposées ou de l'une quelconque de leurs dispositions entraînera un blocus économique et d'approvisionnement complet, immédiat et obligatoire, imposé par tous les États membres de l'ONU. Israël perdra automatiquement son adhésion à toutes les organisations internationales, toutes ses relations diplomatiques seront rompues et tous ses visas seront révoqués.

Les États qui enfreindraient ces dispositions s'exposeront automatiquement aux mêmes sanctions qu'Israël.

4. La sécurité individuelle au sein du nouvel État de Palestine unifié serait assurée par un processus parrainé par l'ONU, incluant une force de sécurité et de police forte, compétente et politiquement neutre. La Palestine se réserve le droit de sélectionner les puissances garantes qui fourniront le personnel de cette force, ce qui requiert l'approbation d'Israël. Chaque partie désignera deux pays parrains pour former un groupe de direction de cinq membres, le cinquième étant une personnalité de premier plan de l'ONU approuvée par la partie palestinienne.

5. En tout état de cause : L'exclusion politique et la discrimination à l'encontre des partis politiques palestiniens sous prétexte de terrorisme ne seront plus maintenues, Israël ayant lui-même un passé terroriste.

6. La Palestine et ses organisations, partis ou initiatives politiques ne peuvent être contraints d'abandonner leurs revendications sur l'intégralité de l'ancien mandat britannique, à moins que tous les États qui soutiennent Israël ne renoncent également officiellement à leurs politiques de discrimination à l'égard de la Palestine. Cette exigence fondamentale tient compte des origines coloniales et de l'histoire fondatrice d'Israël, telles que décrites par la Commission Bannerman en 1907, ainsi que des développements historiques survenus depuis lors.

7. La dissolution ou le désarmement des partis politiques palestiniens ou de leurs branches militaires doit être rejeté, car Israël ne satisfait pas à une exigence comparable.

Attention: *Après votre signature, vous recevrez un courriel de confirmation.*
ATTENTION: *Le courriel de confirmation pourrait être transféré dans les courriers indésirables !*



Gaza Talks

VEUILLEZ CONFIRMER VOTRE SIGNATURE IMMÉDIATEMENT, faute de quoi votre signature pourrait ne pas être prise en compte !
Merci beaucoup 🙏

Dons bienvenus

IBAN : DE55 1005 0000 0191 5102 38

BIC : BELADEVXXX

Banque : BSK 1818 AG, Alexanderplatz 2, 10178 Berlin, ALLEMAGNE

ATTENTION : Pour les dons supérieurs à 300 €, veuillez indiquer dans la case « Objet » du formulaire de virement :

- l'adresse complète du donateur, sous peine de confiscation forcée par l'État allemand
- et la mention « Spende » (don).

Merci de votre attention 😊

Notre première pétition, «L'ALLEMAGNE POUR LA PAIX»,

visé à retirer l'Allemagne du front de l'OTAN face à nos chers voisins russes et à établir une amitié germano-russe large, profonde et irréversible, contribuant ainsi à sauver l'Europe, et peut-être le monde, d'une prochaine grande guerre, voire d'une Troisième Guerre mondiale.

N'hésitez pas à signer également ici :

<https://deutschlandfuerfrieden.org>

Merci de votre attention 😊